

# ASSEMBLÉE CONTRE LA PRÉCARISATION

**Jeudi 7 octobre 2010**, l'Assemblée contre la précarisation a occupé le pôle emploi de Colbert, avec petit dèj, tracts et affiches à la clé. Ce que nous voulons, c'est l'arrêt des radiations et du flicage permanent des précaires... C'est en s'organisant ensemble pour faire pression sur les institutions sociales (sécu, caf, pôle emploi...) qu'on arrive à se défendre et contre-attaquer. Alors l'idée, ce jour-là, c'est d'aller discuter avec les usager-e-s et les employé-e-s autour d'un café, et de se réapproprier collectivement, l'espace de

## RETOUR SUR UNE OCCUPATION

quelques heures, cet espace qui nous maintient isolé-e-s et nous oppose. Et parce que ça marche, la direction ordonne à ses vigiles\* d'interdire l'accès aux usager-e-s. Ensemble, nous refusons cette fermeture abusive et réussissons à maintenir l'ouverture du pôle emploi et l'accueil des « clients ». La direction ordonne de fermer physiquement les portes. Nous nous y opposons. Un vigile pète les plombs et devient violent, sous l'œil satisfait de la direction qui avait donné ces ordres absurdes. Suite à ces événements, nous quittons les lieux. S'en suivent quatre interpellations et 24 heures de garde à vue pour dégradation (c'est vrai que le scotch, ça laisse des traces) et violence en réunion. La prochaine fois, pas de caféine pour les vigiles, et on tendra l'autre joue, c'est promis... ben voyons ! Encore une fois, l'organisation collective appelle la répression systématique par l'État, le patronat et

leurs institutions. Nous nous y opposons. Nous pensons que les personnels administratifs ont intérêt, autant que nous, précaires, à réagir et s'organiser face aux pratiques imposées qui dissimulent une volonté claire de l'État : nous isoler, nous opposer, nous rendre vulnérables et impuissants ; nous faire accepter une organisation du travail qui génère des profits pour quelques uns et maintient l'immense

majorité dans une situation de précarité permanente. L'Assemblée contre la précarisation continuera à occuper les CAF, et autres pôles emplois... et nous exigeons toujours :  
– l'arrêt des démarches administratives absurdes ;  
– l'arrêt des contrôles des chômeurs, chômeuses, précaires et des suspicions constantes qui pèsent sur elles et eux ;  
– l'arrêt des radiations avec réintégration immédiate des chômeurs et chômeuses radiées (avec le versement des sommes dues) ;  
– l'arrêt de la traque aux sans papiers et leur dénonciation en préfecture ;  
– l'arrêt du travail obligatoire déguisé en « offres raisonnables d'emploi ».

\* Vigiles employés par Onet®, société de services qui exécute également ses basses œuvres dans les centrales nucléaires, les centres de rétentions, les prisons...

L'Assemblée se réunit **tous les lundis à 18h** au local de Mille Bâbords, 61 rue Consolat, 13001 (métro 1 : Réformés ; tram 2 : National) <http://contrelapreca.eklablog.com>

# ASSEMBLÉE CONTRE LA PRÉCARISATION

**Jeudi 7 octobre 2010**, l'Assemblée contre la précarisation a occupé le pôle emploi de Colbert, avec petit dèj, tracts et affiches à la clé. Ce que nous voulons, c'est l'arrêt des radiations et du flicage permanent des précaires... C'est en s'organisant ensemble pour faire pression sur les institutions sociales (sécu, caf, pôle emploi...) qu'on arrive à se défendre et contre-attaquer. Alors l'idée, ce jour-là, c'est d'aller discuter avec les usager-e-s et les employé-e-s autour d'un café, et de se réapproprier collectivement, l'espace de

## RETOUR SUR UNE OCCUPATION

quelques heures, cet espace qui nous maintient isolé-e-s et nous oppose. Et parce que ça marche, la direction ordonne à ses vigiles\* d'interdire l'accès aux usager-e-s. Ensemble, nous refusons cette fermeture abusive et réussissons à maintenir l'ouverture du pôle emploi et l'accueil des « clients ». La direction ordonne de fermer physiquement les portes. Nous nous y opposons. Un vigile pète les plombs et devient violent, sous l'œil satisfait de la direction qui avait donné ces ordres absurdes. Suite à ces événements, nous quittons les lieux. S'en suivent quatre interpellations et 24 heures de garde à vue pour dégradation (c'est vrai que le scotch, ça laisse des traces) et violence en réunion. La prochaine fois, pas de caféine pour les vigiles, et on tendra l'autre joue, c'est promis... ben voyons ! Encore une fois, l'organisation collective appelle la répression systématique par l'État, le patronat et

leurs institutions. Nous nous y opposons. Nous pensons que les personnels administratifs ont intérêt, autant que nous, précaires, à réagir et s'organiser face aux pratiques imposées qui dissimulent une volonté claire de l'État : nous isoler, nous opposer, nous rendre vulnérables et impuissants ; nous faire accepter une organisation du travail qui génère des profits pour quelques uns et maintient l'immense

majorité dans une situation de précarité permanente. L'Assemblée contre la précarisation continuera à occuper les CAF, et autres pôles emplois... et nous exigeons toujours :  
– l'arrêt des démarches administratives absurdes ;  
– l'arrêt des contrôles des chômeurs, chômeuses, précaires et des suspicions constantes qui pèsent sur elles et eux ;  
– l'arrêt des radiations avec réintégration immédiate des chômeurs et chômeuses radiées (avec le versement des sommes dues) ;  
– l'arrêt de la traque aux sans papiers et leur dénonciation en préfecture ;  
– l'arrêt du travail obligatoire déguisé en « offres raisonnables d'emploi ».

\* Vigiles employés par Onet®, société de services qui exécute également ses basses œuvres dans les centrales nucléaires, les centres de rétentions, les prisons...

L'Assemblée se réunit **tous les lundis à 18h** au local de Mille Bâbords, 61 rue Consolat, 13001 (métro 1 : Réformés ; tram 2 : National) <http://contrelapreca.eklablog.com>